

L'observatoire géopolitique

L'Edito

Nous voilà déjà arrivés à la dernière édition de l'Observatoire géopolitique, rédigé par les L2 ESPRI, pour l'année 2024-25... Afin de célébrer cette aventure, et pour faire face à l'afflux d'actualités en provenance du Moyen-Orient, un article supplémentaire sur la chute de Bachar Al-Assad a été ajouté (vous le trouverez page 13).

Du reste, grâce à cette dernière édition, vous serez informés sur l'actualité géopolitique mondiale tout en en apprenant plus sur des sujets aussi variés que les femmes en politique, le prix de la sécurité en Amérique du Sud, la montée des périls en Asie et en Europe, les relations internationales du Qatar, et bien plus encore...

Nous espérons que vous apprécierez autant sa lecture que nous avons apprécié sa rédaction.

Bon voyage !

ZABÉ Emilie, FRAISSE Maëlle,
FOUQUIER D'HEROUËL Adèle, ROBIN Anna

Sommaire

AFRIQUE	page 2
AMÉRIQUE DU NORD	page 3
AMÉRIQUE DU SUD	page 4
ASIE	page 5
EUROPE	page 7
MOYEN-ORIENT	page 8
OCÉANS ET ARCTIQUE	page 9
FICHE PAYS : CORÉE DU SUD	page 10
FICHE PAYS : CORÉE DU NORD	page 11
ARTICLE SPÉCIAL	page 13

Afrique

DÉPART FORCÉ DU TCHAD : LA FRANCE PERD SON DERNIER POINT D'APPUI AU SAHEL

Alors que le ministre des affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot, venait de quitter la capitale N'Djaména, le Tchad a annoncé dans un communiqué unilatéral qu'il mettait fin à "l'accord de coopération en matière de défense signé avec la République Française". En réalité, cette date n'a pas été choisie au hasard : le 28 novembre marque le 66e anniversaire de la proclamation de la République au Tchad.

Ce nouveau recul de la France reste cependant une réelle surprise : alors que le Tchad était un allié indéfectible de Paris sous la présidence d'Idriss Déby, la situation a évolué avec l'accession au pouvoir de son fils, désireux de plus d'indépendance. Aucun expert n'imaginait une rupture aussi nette et rapide, qui fragilise encore davantage la position française en Afrique. En effet, ce retrait s'inscrit dans une série de revers politiques pour l'armée française, après des départs forcés du Mali, du Burkina Faso et du Niger.

La France était initialement présente au Tchad pour lutter contre les projets d'extensions territoriales des pays voisins ainsi que pour maintenir la stabilité au sein du pays. Ce pays est ainsi devenu un point d'appui stratégique pour la France, qui, depuis la coopération renforcée des années 80, agit activement contre les groupes armés terroristes. Dans ce cadre, le retrait des forces françaises du Tchad pourrait avoir des implications significatives pour la stabilité régionale et la lutte contre le terrorisme au Sahel. Selon la diplomatie tchadienne, cette décision de rupture s'explique surtout par une volonté "d'affirmer sa souveraineté pleine et entière, et de redéfinir ses partenariats stratégiques".

Parallèlement, la Russie gagne du terrain au Sahel et souhaite y intensifier ses relations. La rencontre entre Mahamat Idriss Déby et Vladimir Poutine en janvier 2024 témoigne d'un réel changement stratégique et souligne le désir du Tchad de diversifier ses relations diplomatiques, et ainsi se défaire de l'influence française.

Le président tchadien a tout de même tenu à préciser que "le Tchad n'est nullement dans une logique de remplacement d'une puissance par une autre, encore moins dans une approche de changement de maître".

Cette rupture illustre la volonté des pays africains de réduire leur dépendance à l'égard des anciennes puissances coloniales, afin de s'affirmer souverainement sur la scène internationale.



Un Mirage 2000-D français au départ du Tchad, le 10 décembre 2024 -

Crédits : AFP

HUBER Antoine,
BRANFAUX Manon, FURIN Noëlie

Amérique du Nord

FEMME AU POUVOIR, UN VENT D'ESPOIR

PORTRAIT DE CLAUDIA SHEINBAUM : UNE FIGURE FÉMININE MARQUANTE

Le 1er octobre 2024, Claudia Sheinbaum, ancienne maire de Mexico, est devenue la première femme présidente du Mexique et plus largement d'Amérique du Nord. Elle fait partie du Mouvement de régénération nationale (Morena, parti de gauche) fondé en 2014. Elle détient également le pouvoir législatif au Congrès avec ses alliés du Parti vert et du Parti travailliste.

Sheinbaum hérite d'un pays avec un taux de pauvreté de 36 %, une frontière tendue avec les États-Unis et un taux alarmant de féminicides et de violences liées au crime organisé. Elle a promis de défendre les droits des femmes et de renforcer le rôle de l'État en développant le système de retraite et de santé. Elle promet également d'investir dans la transition énergétique, étant elle-même une des autrices principales du cinquième rapport du GIEC.

Pour la cause féminine, le Mexique a connu des progrès législatifs notamment grâce à l'imposition de quotas de genre. Il a atteint une quasi-parité au Congrès, environ 50% des sièges de la Chambre des députés et du Sénat sont occupés par des femmes : une avancée remarquable.



LA PLACE DES FEMMES EN POLITIQUE EN AMÉRIQUE DU NORD

Ce sont notamment des figures comme Kamala Harris (première femme vice-présidente) ou Claudia Sheinbaum qui symbolisent la montée en puissance des femmes dans la politique.

Au Canada, environ 30% des députés à la Chambre des communes au Parlement sont des femmes. Certaines provinces, comme le Manitoba, ont élu des premières ministres pour représenter leur leadership local, mais cela reste exceptionnel. Enfin, il y a tout de même des avancées notables : le gouvernement de Justin Trudeau s'est engagé à la parité dans son cabinet depuis 2015, envoyant un signal fort en faveur de l'égalité.

Quant aux États-Unis, en 2024, environ 28% des sièges à la Chambre des représentants et 25% au Sénat sont occupés par des femmes. De plus, sur les 50 États, 12 ont des gouverneuses, un record atteint récemment. Bien que ce soit un progrès, les femmes restent sous-représentées dans les postes décisionnels clés car des stéréotypes de genres persistent, imposant un plafond de verre.

Claudia Sheinbaum apparaît comme un symbole d'espoir pour les femmes en politique dans un pays où dix femmes sont assassinées chaque jour.

BIANCHI Carla, BETOURNE-VIRMONT Juliette,
BOULTIF Sirine, MERMILLOD-ANSELME Nina

Amérique du Sud

LA GUERRE CONTRE LES GANGS AU SALVADOR : SUCCÈS SÉCURITAIRE OU DÉRIVE AUTORITAIRE ?

LE SALVADOR, UN PAYS D'AMÉRIQUE CENTRALE TRAUMATISÉ PAR LA VIOLENCE DES GANGS MAIS DIVISÉ FACE AUX MESURES PRISES PAR LE PRÉSIDENT NAYIB BUKELE.

La violence des gangs au Salvador est, depuis bien longtemps déjà, une problématique majeure. Le pays est rongé de l'intérieur par des groupes criminels, surnommés *maras* (Mara Salvatrucha, 18th Street Gang, MS- 13) qui sèment la terreur au sein de la population depuis des décennies. Ce sont parfois des quartiers entiers qui sont régis par ces groupes dans la peur et la souffrance, avec de nombreuses familles pour lesquelles homicides et criminalité font partie du quotidien. Dans ce pays, le taux de criminalité en 2015 était le plus élevé du monde avec pas moins de 100 homicides pour 100 000 hommes, le président Bukele a, depuis 2022, pris des mesures drastiques pour tenter de rétablir l'ordre.

Cependant cet "état d'urgence" mis en place par le gouvernement pose de nombreuses questions au niveau national comme international. A l'occasion de cette guerre contre les gangs, la population salvadorienne se voit en effet privée de nombreux de ses droits constitutionnels, dans un pays où le nombre d'arrestations injustifiées ne fait qu'augmenter.

N. Bukele, sur Twitter, expose les résultats de cette politique « Encore une journée avec zéro homicide ». Un constat qui semble irréaliste en comparaison des 20 meurtres journaliers, 7 ans auparavant. Pour arriver à ce résultat, le Président a mis en place de lourds moyens financiers et techniques. En deux ans, 70 000 personnes ont été arrêtées soit 1,6% de la population (plus haut taux d'emprisonnement du monde) et écrouées dans la plus grande prison d'Amérique latine pouvant accueillir 40 000 individus. La présence militaire a aussi été renforcée dans les zones les plus touchées du pays. Cette politique de « tolérance zéro » a permis au pays d'avoir un des taux d'homicides les plus bas d'Amérique latine. Les gangs ont quasiment disparu permettant aux citoyens de se réappropriier les rues si longtemps sous le joug de la terreur des gangs.

Construction de méga prison, incarcérations massives, surpopulation des prisons, non-respect des droits humains, dictateur ou messie... Bukele fascine autant qu'il divise. Beaucoup reprochent au "dictateur le plus cool du monde" des méthodes extrêmes, uniquement répressives et non préventives. Que faire de tous ces prisonniers, dont certains sont innocents, ce que reconnaît lui-même Bukele. Aujourd'hui, la surpopulation carcérale avoisine 236%. Une situation exceptionnelle donc, qui pèse sur les finances publiques, et n'est pas viable, cela pose de nombreuses questions, sur le retour à la vie normale de ces prisonniers, sur la présence d'une justice équitable, ou de conditions de détention respectables... Le cas Salvadorien est un exemple unique et inédit d'un pays qui plongé dans une crise sécuritaire, cherche des solutions, mais la fin justifie elle les moyens?



crédits AFP

BACHELET Adélaïde, DUSSERT Ianis, POUTREL Eva



Crédits Encyclopaedia Universalis France

Asie

LE MYANMAR, UNE ARÈNE GÉOPOLITIQUE DISPUTÉE

Le mercredi 27 novembre 2024, un mandat d'arrêt international a été émis par le procureur de la CPI à l'encontre du général Min Aung Hlaing qui dirige le Myanmar depuis le coup d'État de février 2021. Le Myanmar est un État au carrefour de crises géopolitiques dans sa région d'influence. Stratégiquement situé entre l'Inde, la Chine et la Thaïlande, ce pays d'Asie du Sud-Est communément appelé Birmanie est plongé au cœur d'une crise profonde tant politico-économique que sociale.

L'origine du terme Birmanie provient d'une translittération anglaise de « Bamar » qui désigne le peuple Birman durant la période coloniale britannique.

Après l'indépendance du pays en 1948, le terme Myanmar, officiellement adopté en 1989, est une forme plus formelle et littéraire dans la langue birmane désignant de manière plus large les groupes ethniques du pays. Ce nom, certes considéré comme neutre et officiel est parfois associé au régime militaire tandis que Birmanie est utilisé par ceux qui rejettent ou critiquent le régime actuel.

Depuis le 1er février 2021, le Myanmar est plongé dans une profonde crise politique après que les membres du parti au pouvoir (la Ligue nationale pour la démocratie) démocratiquement élus aient été destitués par la Tatmadaw (l'armée Myanmar) modelant le pouvoir en stratocratie (forme de gouvernement militaire). La junte commandée par le général Min Aung Hlaing fait face à une forte opposition de groupes ethniques entraînant conflits armés et résistance. Dans les zones frontalières et stratégiques, en réponse au coup d'État du 1er février, on retrouve les Forces de défense populaire (PDF), la branche armée du Gouvernement d'unité nationale (NUG) en exil formé par le Comité Représentant Pyidaungsu Hluttaw. La junte conserve le contrôle des infrastructures clés et des centres urbains, ce qui la place donc en position de force face aux insurgés. Cette prise de pouvoir, met en évidence une situation humanitaire non sans conséquences. 18,6 millions de personnes, soit un tiers de la population, sont affectées, ce qui représente, selon les Nations Unies, près de 19 fois les estimations faites avant la prise de pouvoir par l'armée.

Cette crise politique marque de plus un retour en arrière autoritaire mettant fin à une décennie de transition qui, bien que démocratique, est avant tout fragile. Une crise humanitaire majeure a eu lieu en 2017 sous l'égide du gouvernement d'Aung San Suu Kyi qui mena une opération militaire brutale dans l'État de Rakhine, région la plus pauvre, à l'encontre des Rohingyas, minorité musulmane. Le Conseil des droits de l'Homme qualifie la situation de « génocide, crime contre l'humanité et crimes de guerre ». Depuis 1982, les Rohingyas se voient refuser la nationalité ce qui les rend vulnérables du fait du manquement de droits fondamentaux et de reconnaissance officielle. Le Myanmar est un pays à majorité bouddhiste qui abrite 1,2 millions de réfugiés rohingyas dépendants entièrement de l'aide humanitaire (protection, nourriture, eau et santé) et d'eux-mêmes puisque, un grand nombre d'entre eux fuient vers des pays plus sûrs.



Crédits Encyclopaedia Universalis France

La guerre civile a aussi entraîné une hausse du trafic de stupéfiants, d'êtres humains et des minerais. Ces activités illicites sont menées par les groupes armés, menant au chaos politique.

Par ailleurs, ce conflit initialement enraciné dans des tensions politico-internes, s'est internationalisé, impliquant les autres États de la région et suscitant l'attention mondiale en raison de ses répercussions humanitaires, sécuritaires et diplomatiques. Le Bangladesh, État voisin, compte le plus grand camp de réfugiés au monde qu'est Cox's Bazar avec plus d'1 million de Rohingyas. L'afflux massif de réfugiés exerce une pression considérable dans la région et soulève de nombreuses questions aux enjeux divers. La crise met en lumière l'incapacité de l'AESAN à gérer efficacement la situation. En avril 2021, l'organisation a adopté un « consensus en cinq points » qui vise à : mettre fin à la violence, fournir une aide humanitaire, faciliter un dialogue entre toutes les parties et nommer un envoyé spécial de l'AESAN pour promouvoir une médiation du dialogue.



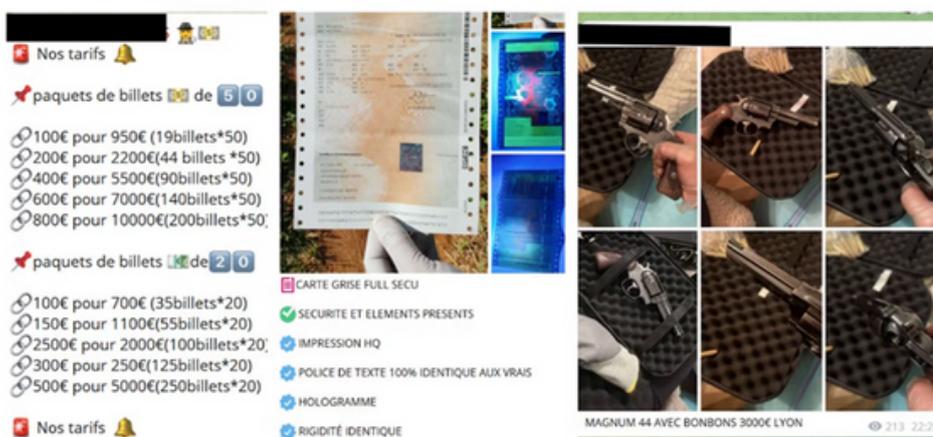
Myanmar, le 10 octobre 2023 AP Photo

Toutefois, la junte militaire n'a pas respecté ses engagements et a au contraire, intensifié la répression. Le Myanmar reste au cœur d'un échiquier complexe où se croisent intérêts nationaux et influences internationales. La Chine, acteur clé dans la région, soutient la junte afin de préserver ses intérêts stratégiques dans le cadre de la Nouvelle Route de la Soie, le port de Kyaukpyu au Myanmar offre un accès direct à l'océan Indien. De son côté, l'Inde partage une frontière avec le Myanmar et cherche à maintenir un multi-alignement équilibré par la collaboration avec la junte. En revanche, l'Occident adopte une approche de sanctions tout en soutenant la mouvement pro-démocratique mais son influence reste limitée en raison de l'isolement de cette Nation d'Asie du Sud-Est. Les évènements qualifiés de « nettoyage ethnique » par l'ONU et d'autres pays dont la France, a entraîné l'adoption par le Conseil de l'Union Européenne, « des mesures restrictives à l'encontre de 7 officiers des forces armées et de la police des frontières responsables de graves violations des droits de l'Homme et de l'entrave à la fourniture de l'aide humanitaire aux populations civiles » (25 juin 2018).

Europe

UNE ENVIE DE CRIMINALITÉ ? TELEGRAM S'OCCUPE DE VOUS !

Telegram, application de messagerie instantanée... préférée des terroristes. En effet, c'est via ses canaux de communication privés et publics que s'organisent des groupes comme l'Etat Islamique. Ces canaux, que chaque utilisateur est libre de rejoindre en s'abonnant ou de créer lui-même, permettent la diffusion de contenu à des centaines de milliers de personnes. De plus, l'absence quasi-totale de modération sur l'application laisse une grande liberté. Les petits et gros criminels en profitent donc pour créer des chaînes privées proposant des armes, faux papiers, drogue, photos et vidéos de mineurs... Le contrôle laxiste sur lequel Telegram s'est bâti ouvre donc la voie à la prolifération de contenus choquants et illégaux, parfois liés à des activités criminelles majeures.



2024, Le Monde, Comment Telegram est devenu la Cour des miracles de la criminalité ordinaire, "Captures d'écran de canaux vendant des armes, de faux papiers ou de faux billets."

Pour ces multiples raisons et son refus systématique de coopérer, Telegram est visée par la justice européenne et notamment française. La justice voit Telegram comme une zone de non-droit où s'épanouit la criminalité. En 2021, son créateur, Pavel Dourov a obtenu la nationalité française et est par conséquent mis sous contrôle judiciaire depuis cet été. Les conditions de sa libération repo-

-sent sur sa capacité à accepter une mise en conformité de son application avec le droit européen. Pour avancer dans cette direction, depuis septembre, Telegram s'engage à transmettre en cas d'enquête les adresses IP et les numéros de portables des utilisateurs concernés. Telegram était passé, jusque là, en dessous des radars car son nombre d'utilisateurs est inférieur à la barre des 45 Millions, nécessaire pour être soumis à la loi sur la transparence fixée par le droit européen.

Telegram étant une application russe, l'arrestation de son créateur par la justice française aura sans doute des répercussions géopolitiques.

À la fois outil privilégié de la propagande russe et de son opposition, Telegram entretient des relations ambivalentes avec Moscou. De fait, les canaux de l'application sont le mode de communication privilégié des opposants du Kremlin et de ses soutiens. Ainsi, depuis le début du conflit, les chaînes "z" (de l'inscription présente sur les chars russes), animées par des reporters de guerre autoproclamés, couvrent les événements sur le terrain. La population russe ainsi que certains Européens, considérant les chaînes d'information traditionnelles comme peu fiables, se fient à ces chaînes Telegram, qui ne sont pourtant qu'une propagande démentielle à peine camouflée.

Elsa DESCOSSE, Alice PEYRMORTE, Ethan ROSS

Moyen-orient

QATAR : UN PETIT ÉTAT QUI JOUE DANS LA COUR DES GRANDS

Le Qatar, petit pays du Moyen-Orient, parvient à se faire une place parmi les grandes puissances mondiales.

Il s'est positionné en tant que médiateur indépendant dans les affaires internationales, adoptant une posture de non-alignement stratégique. Ce rôle de médiateur est renforcé par ses liens étroits avec des acteurs régionaux et internationaux parfois controversés, tels que l'Iran, le Hamas et les Frères musulmans. Cela a cependant engendré des tensions avec ses voisins, notamment l'Arabie Saoudite, l'Égypte, les Émirats Arabes Unis et Bahreïn. Ces pays ont imposé un embargo économique et diplomatique en 2017, coupant leurs relations avec le Qatar pendant quatre ans. Face à cet isolement régional, le Qatar a cherché à tisser des liens avec de nouveaux partenaires régionaux, mais également avec des puissances occidentales. C'est pourquoi il a intensifié ses investissements internationaux. Ces démarches visent non seulement à sécuriser des alliances stratégiques, mais aussi à renforcer son rôle sur la scène mondiale, en diversifiant ses relations et en consolidant ses positions économiques.

En effet, pour trouver des amis, le Qatar est plutôt du genre généreux. S'il investit autant à l'étranger, c'est pour ne pas disparaître. Car si la planète entière voit le nom du Qatar associé à de nombreux événements, il devient plus difficile de rayer ce petit Etat péninsulaire de la carte... C'est grâce à son immense réserve de gaz que le Qatar a développé le QIA (Qatar Investment Authority), avoisinant les 530 milliards de dollars pour 2024. Cet énorme budget réservé aux IDE a permis au Qatar de recevoir la coupe du monde de football en 2022 et d'organiser le Grand Prix du Qatar depuis 2021 en Formule 1. Aussi, nos amis qataris apprécient grandement notre pays. ils sont propriétaires de l'équipe de football du Paris Saint-Germain, possèdent de nombreux immeubles parisiens ainsi que des villas sur la côte d'Azur. Ce fond de pension possède également de nombreuses actions dans les grandes entreprises françaises et a pour projet d'investir encore 10 milliards de dollars supplémentaires à l'horizon 2030. Mais ce n'est pas un hasard si le Qatar apprécie autant investir sur notre territoire et dans notre économie...

Tout part de 2007, quand Nicolas Sarkozy a demandé à l'émir du Qatar de payer la rançon exigée par la Libye pour libérer cinq infirmières bulgares. En échange, le Qatar a obtenu des avantages fiscaux qui ont facilité ses investissements en France, renforçant les liens entre les deux pays. Dans un autre style, ce type de relation peut être controversé, comme dans le cas du Qatargate. Des fonds qataris auraient été utilisés pour influencer des responsables européens. Sont notamment concernés Éva

Kailí, ex-vice-présidente du Parlement européen et l'ex-député européen Antonio Panzeri.

De plus, cette quête d'alliances est devenue cruciale lors de l'embargo abordé précédemment. Isolé, le Qatar a dû s'appuyer sur ses partenaires, notamment la Turquie et l'Iran, pour assurer son approvisionnement en biens essentiels, tout en renforçant ses liens avec les grandes puissances occidentales.

Ainsi, le Qatar compense sa petite taille par sa diplomatie, ses investissements massifs à l'étranger et ses alliances stratégiques. Néanmoins, cette dynamique révèle des critiques et des controverses majeures.



19 août 2022, L'Opinion, France-Qatar, une alliance solidement ancrée.

Océans et Arctique

SOUS LA GLACE, LE SECRET FOND : CAMP CENTURY SE DÉVOILE ENFIN

La NASA a redécouvert la base militaire de Camp Century. Elle est située au Groenland à trente mètres sous la glace et a été construite à la fin des années 1950 par les États-Uniens dans le contexte de la guerre froide. En effet, située dans le cercle polaire, la base permettait une proximité plus importante avec l'URSS. De plus, sa localisation dans un glacier lui permettait d'être bien camouflée. En revanche, c'est ce dernier qui causa sa perte. Les mouvements permanents du glacier demandaient aux équipes sur place des rénovations et réhabilitations constantes. Cela était trop coûteux et la base a finalement été abandonnée en 1966 après moins de dix ans d'utilisation.

En Avril, cette année, la NASA a, pour la première fois, réussi à visualiser des images de la base à travers la couche de glace qui la recouvre : une prouesse technique que l'organisation états-unienne ne manque pas de rappeler et de mettre en avant. Bien que sa géolocalisation approximative soit connue depuis plusieurs décennies, il est maintenant possible de situer Camp Century très précisément, et cela à l'aide d'un avion équipé de technologies radar géré par une équipe de spécialistes.



Source : Libération 2024 - Google Maps

Ces nouvelles données relancent les discussions concernant ce lieu, notamment autour de sujets bien plus préoccupants tels que le changement climatique et le réchauffement global engendré par ce dernier. La possibilité de fonte du glacier dans les décennies à venir pose de vraies problématiques

outre la fonte du glacier elle-même. La base, ayant été abandonnée telle quelle il y a près de soixante ans, contient encore les armes qui y étaient disposées à l'époque ainsi que les réacteurs nucléaires qui permettaient d'apporter de l'électricité à ses habitants. Ainsi, la fonte du glacier risque de réexposer Camp Century, ses déchets chimiques et radioactifs ainsi que 200 000 litres de carburant diesel présents sur sa superficie de 55 hectares.

Une problématique de responsabilité partagée refait surface entre les États-Unis et le Danemark. De fait, en 1951, un traité de défense du Groenland avait été signé entre les deux États. Cependant, ce traité ne mentionne pas le réacteur nucléaire et les missiles balistiques qui étaient présents dans la base. Les Danois ont été volontairement maintenus dans l'ignorance par les États-Uniens puisqu'ils se refusaient à être une zone de transit d'armes nucléaires.

À l'heure actuelle, le danger environnemental se révèle être le sujet de discussion principal puisque trois parties sont impliquées : les États-Unis, fondateurs de la base, le Danemark, détenteur et colonisateur du Groenland au moment de la construction de la base, et le Groenland, désormais territoire autonome du Danemark.

BERRUET-ZORELLE Jeanne, LALJI Aditi, RIBIOLLET-KARREIRA Evan

Corée du Sud



Informations générales

- **Nom Officiel** : République de Corée
- **Capitale** : Séoul
- **Superficie** : 100 210 km²
- **Population** : Environ 51,7 millions d'habitants en 2023
- **Nature du régime** : Démocratie parlementaire
- **Chef d'Etat** : Han Duck-soo (Premier Ministre qui assure l'intérim le temps d'un nouveau président)
- **Monnaie** : Won sud-coréen (KRW)
- Etat laïc
- 13ème économie mondiale
- **PIB** : 1,721 milliards dollars
- **Géographie** : montagneuse, avec des plaines côtières à l'ouest et au sud.
- Frontière commune avec la Corée du Nord



Enjeux géopolitiques

• Tensions avec la Corée du Nord :

Aucun traité de paix n'a été signé depuis la guerre de Corée. Néanmoins, un cessez le feu a été signé en 1953 : l'Armistice de Panmunjom. Par conséquent, les deux pays sont encore en guerre. Cela impacte la stabilité régionale à la frontière maritime de l'ouest entre la Corée du Nord et la Corée du sud et crée une tension constante dans cette zone (dilemme de sécurité).

• Rôle face à la Chine :

La Chine est le 1er partenaire commercial de la Corée du Sud. La Corée de Sud y exporte une grande partie de ses productions, particulièrement dans le secteur des hautes technologies.

Mais la Corée du Sud s'inquiète de la montée en puissance de la Chine et de ses activités militaires.

• Entente avec les USA :

Les USA ont déployé 28 000 soldats sur le territoire sud-coréen. Une mesure pour affirmer leur présence dans cette région face à la Chine et soutenir le pays face à la Corée du Nord. Tensions avec la Chine, qui perçoit cette alliance militaire comme une menace pour sa propre sécurité.

Forces militaires

Dépenses : environ 50 milliards, ce qui représente 2,7% du PIB Coréen.

5ème puissance militaire mondiale

Armée de terre : 500 000 soldats, 2 400 chars

Armée de l'air : 65 000 soldats, 400 avions de combat

Marine : 70 000 soldats, 200 navires, 13 sous-marins classiques

Ne possède pas l'arme nucléaire.

Hanwha Aerospace, Korean Aerospace Industry (KAI) et Hyundai Heavy Industries sont les entreprises les plus importantes dans l'industrie de la défense sud-coréenne.

Actualités

Loi martiale : La loi martiale est un régime temporaire instauré par les autorités militaires en cas d'urgence, lorsque les autorités civiles sont jugées incapables de gouverner. Les militaires prennent le contrôle des fonctions gouvernementales et peuvent imposer des restrictions sévères (couvre-feu, suspension des libertés civiles).

En décembre 2024, le président sud-coréen Yoon Suk-yeol a brièvement déclaré la loi martiale en réponse à des suspicions de corruption et sous prétexte de menaces de la part de la Corée du Nord. Cette décision a été rapidement annulée après un vote du Parlement sud-coréen, qui a jugé la mesure illégale.

Le président a été destitué, c'est le premier ministre qui assure l'intérim.





Article spécial

CHUTE DE BACHAR AL-ASSAD : QUEL AVENIR POUR LA SYRIE ?

Rappel historique, la Syrie depuis 2011.

En 2011, le président Bachar Al-Assad est le successeur et l'héritier direct d'une dictature présidentielle instaurée par son père, Hafez Al-Assad. Cette dynastie a dirigé la Syrie pendant 29 ans, consolidant un régime fondé sur la répression, la propagande et le culte de la personnalité. C'est dans ce contexte que la Syrie fait face aux Printemps Arabes. Des manifestations éclatent en Syrie pour réclamer des réformes démocratiques et mettre fin à la corruption du régime de Bachar Al-Assad. Ce mouvement populaire est durement réprimé par le régime. Le conflit évolue très vite prenant d'abord des allures de guerres civiles. Bachar Al-Assad décide d'utiliser des armes chimiques ce qui le met au ban de la communauté internationale. Ce contexte de crise institutionnelle, politique, sociale et civile mènera en 2015 à la perte de larges parties du territoire syrien au profit de l'État Islamique. Depuis une sorte de statu quo s'était installé en Syrie. Les forces gouvernementales regagnaient du terrain et un retour de la Syrie sur la scène internationale était envisagé. Il avait notamment participé au sommet de la Ligue Arabe en 2023.

Décembre 2024, le récit d'une chute

Novembre 2024, coup de théâtre, après 13 ans de guerre civile, tout bascule. Le groupe HTS dirigé par Abou Mohammed al-Jolani est à la tête d'une coalition regroupant plusieurs mouvements rebelles. Ensemble, ils parviennent à prendre Alep le premier décembre, poumon économique de la Syrie. La Turquie est suspectée d'avoir soutenu les rebelles. De leur côté, la Russie et l'Iran ont soutenu le régime Baasiste. Dès lors, tout est allé très vite. Les rebelles sont remontés jusqu'à la ville d'Homs, dernier verrou stratégique avant la capitale Damas qui tombe elle-même le 8 décembre. Aussitôt, le Président déchu prend fuite et se réfugie en Russie. Le leader du HTS prend alors le pouvoir, au nom de la transition.

Chute de la dynastie présidentielle : quelles conséquences ?

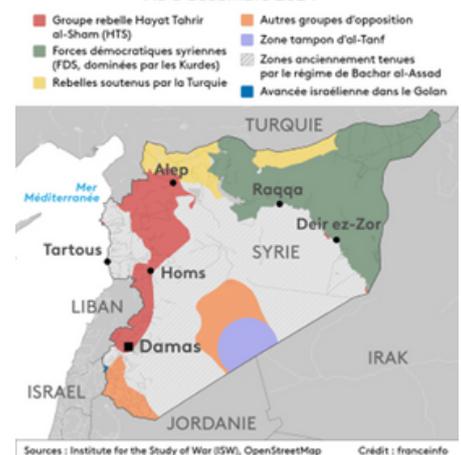
Très vite, s'ouvre une nouvelle ère. Quand la communauté internationale semble redécouvrir les exactions dont s'est rendu coupable le régime des Assad, on apprend que le régime était entre autres financé grâce au trafic de drogue qui avait ainsi été étatisé.

Le régime de Moscou, principal et premier soutien de Bachar Al-Assad est le premier touché par la chute de ce dernier. En effet, les Russes perdent leur porte d'entrée au Moyen Orient et en Afrique, et de facto, leurs bases militaires et navales présentes dans le pays. En outre, la Russie, voit le « club des bannis » se réduire, déstabilisant et diminuant encore plus leur zone d'influence. L'Iran est également impacté par les événements Syriens. L'effondrement de l'État Syrien vient rompre le corridor stratégique qui liait l'Iran au Liban et donc au Hezbollah. Cela vient les isoler et donc réduire leur influence et sérieusement affecter leur puissance. Le risque serait de voir les Iraniens se replier sur eux-mêmes et poursuivre l'enrichissement de leur uranium avec comme but de devenir une puissance nucléaire. Enfin, la chute de l'État syrien laisse planer le doute d'une résurgence de l'État islamique qui avait été défait par une coalition internationale au milieu des années 2010. La réminiscence du terrorisme islamiste qui se reterritorialiserait dans cette région pourrait poser de sérieuses questions de sécurité au Moyen-Orient comme à l'étranger avec un risque d'attentat plus élevé.



crédits AFP

Les différentes zones sous contrôle en Syrie après la chute du régime Assad Au 8 décembre 2024



Institute for the Study of War (ISW), OpenStreetMap
Crédit: franceinfo

BENMBAREK Marwan